



Saint-Brieuc, le jeudi 12 janvier 2023

Intervention intersyndicale – CSAL du 12/01/2023

Madame la directrice,

Les organisations syndicales locales Solidaires, FO, CGT et Cfdt ont décidé à ce niveau du déroulé de l'ordre du jour de quitter la séance afin de manifester leur profond désaccord avec les nouvelles suppressions d'emplois à la DGFIP et à la DDFIP 22.

Nationalement, l'annonce des - 850 emplois pour 2023 présentée comme une bonne nouvelle par le Ministre et l'administration cache une toute autre réalité, notamment pour les directions locales et les catégories B et C. En effet les 850 suppressions d'emplois nettes se déclinent pour les services locaux par une perte nette de – 1 359 emplois orientée majoritairement vers les catégories B et C.

Localement, ce sont donc 17 suppressions d'emplois dont 11 postes C et 6 B, qui vont aggraver la situation connue dans tous les services.

Nous espérons du reste à ce titre Madame la Directrice que votre campagne de visite des sites vous a permis de mesurer la situation dégradée connue et ce surtout en raison des postes demeurant vacants. Pour nos organisations, la saignée subie au titre des effectifs depuis des années, au prétexte de gains de productivité anticipés ou de mise en place d'organisations qualifiées de plus "efficiente" n'ont pas permis - bien au contraire - d'améliorer les conditions de travail des agent.es.

De plus, et sans être naïf, nous n'espérons pas que la DG nous entende sur ce point notamment à l'occasion du remue-méninge et c'est également pour cette raison que nous n'attendons rien du prochain COM qui a pour seul objectif de réduire encore et à nouveau le nombre des agent.es dans les services au titre de l'économie budgétaire.

Pour nous, représentant.es des personnels, le COM n'est donc aucunement une stratégie d'amélioration de la DGFIP mais un engagement à réduire davantage la masse salariale et à profiter encore plus de la conscience professionnelle des collègues pour réaliser - quoi qu'il en coûte - nos missions.

En ce sens, le point d'information à ce titre ou la pseudo consultation nationale/locale des OS, des collègues, sont pour nous une énième provocation car, sous couvert du dialogue social, il n'est nullement question pour la DG de prendre en considération la dégradation continue des conditions de travail tant elle cherche à nous convaincre du bien fondé de ses réformes à venir et incessantes.

Pour notre part, nous continuons de revendiquer l'arrêt des suppressions d'emplois et le recrutement d'agent.es fonctionnaires titulaires afin de résorber tous les postes vacants.